

Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)



Revue Africaine de Communication

**FABRIQUE D'OPINIONS, ÉMERGENCE
D'ALTERNATIVES ENDOGÈNES
ET CITOYENNETÉ EN AFRIQUE**



Nouvelle Série
Numéro spécial 2025

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



**FABRIQUE D'OPINIONS, ÉMERGENCE
D'ALTERNATIVES ENDOGÈNES ET
CITOYENNETÉ EN AFRIQUE**

Sous la direction de

Pr Alioune DIENG,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Abdou DIAW,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Moustapha SENE,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Nouvelle Série
Numéro spécial/Décembre 2025
ISSN : 3092-5630
e-ISSN : 3092-5614



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, Numéro Spécial, Décembre 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Alioune DIENG, Professeur des universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

Marc-François BERNIER, Professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)

N'guessan Julien AT CHOUA, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Frédéric LAMBERT, Professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)

Anne PIPONNIER, Professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine

Yahya DIABI, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Annie LENOBLE-BART, Professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)

Serge THÉOPHILE BALIMA, Professeur des universités, Université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Anna Paola SONCINI, Professeure des universités, Université de Bologne (Italie)

Modou NDIAYE, Professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Aimé-Jules BIZIMANA, Professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)

Mor FAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Marième Pollène NDIAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Namoin YAO - BAGLO, Maître de conférences (CAMES), ISICA/Université de Lomé (Togo)

Moustapha MBENGUE, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Djibril DIAKHATÉ, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Kouassi Sylvestre KOUAKOU, Maître de conférences (CAMES), EBAD,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Sokhna Fatou SECK SARR, Maître de conférences (CAMES), Université
Gaston Berger (Sénégal)

COMITÉ DE LECTURE ET DE RÉDACTION :

Diégane SÈNE, Maître de conférences (CAMES), CESTI, Université
Cheikh Anta Diop
Dr Aminata KANE, Maître-assistante (CAMES), EBAD, Université
Cheikh Anta Diop
Dr Fatoumata Bernadette SONKO, Maître-assistante (CAMES),
CESTI, Université Cheikh Anta Diop
Dr Sahite GAYE, Maître-assistant (CAMES), Université Cheikh
Anta Diop
Dr Dominique-François MENDY, CESTI, Université Cheikh Anta
Diop
Dr Abdou DIAW, CESTI, Université Cheikh Anta Diop
Dr Ngagne FALL, CESTI, Université Cheikh Anta Diop
Dr Moussa DIOP, CESTI, Université Cheikh Anta Diop
Dr Alioune Badara GUEYE, CESTI, Université Cheikh Anta
Diop



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, Numéro spécial, Décembre 2025

Édité par

**Alioune DIENG,
Professeur Titulaire,
Université Cheikh Anta Diop
Dakar, Sénégal**



**UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION
(CESTI)**

Décembre 2025

© CESTI

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Tous droits réservés

Maquette Première et Quatrième de couverture : Tiécoura Gueye,
CESTI, UCAD

Édition et mise en page : Professeur Alioune Dieng

Contacts :

Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66

Emails : infos.cesti@gmail.com ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

Site Internet de la Revue : <https://rac.ucad.sn/>

Adresse :

Revue Africaine de Communication

CESTI/UCAD, BP 5005

Dakar-Fann

Sénégal

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)

Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

POLITIQUE ÉDITORIALE
DE LA
REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

La *Revue Africaine de Communication* (RAC), qui s'adresse aux enseignants chercheurs, chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits, à caractère scientifique, sur les sciences, les pratiques et les technologies de l'information et de la communication dans le respect des normes internationales de conception, de rédaction et de présentation des travaux scientifiques.

De plus, elle souhaite contribuer, le plus largement possible, au développement des études portant sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing et la culture. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences et des techniques de l'information et de la communication est évident.

La RAC paraît une fois par an avec un numéro thématique

et/ou un numéro spécial. Selon la procédure en double-aveugle (*Double Blind Peer Review*), une version anonyme de chaque texte proposé est soumise à l'expertise de deux spécialistes en la matière, en vue de l'évaluation et, éventuellement, de la révision. À cet effet, les critères retenus sont la pertinence et l'intérêt du thème abordé, l'originalité de la problématique et de la démarche logique adoptée, la tenue stylistique de l'article ainsi que sa cohérence avec l'ensemble du numéro et de la Revue. Les contributions peuvent être acceptées, refusées ou donner lieu à des propositions de révisions pour l'auteur. En cas de désaccord entre les deux experts, le Directeur de Publication de la Revue soumet la contribution à une troisième évaluation. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité des auteurs.

En cas de publication, tous les droits sont transférés à la Revue (Voir Code d'Éthique de la *Revue Africaine de Communication*). Les auteurs sont invités à suivre le modèle de présentation et de mise en page des articles publiés par la *Revue Africaine de Communication* (titres, résumé et mots-clés, normes topographiques, références bibliographiques, etc.).

1. Le titre de la contribution

Titre en français et en anglais : police Book Antiqua 12, en gras, centré, interligne simple.

Nom, Prénom(s), premières lettres en majuscules, et affiliation(s) des contributeurs : police Book Antiqua 10, en gras, alignés à droite, interligne simple.

2. Introduction, Titres des parties, Conclusion

Police Book Antiqua 11, en gras, alignés à gauche, pas de retrait, interligne simple.

3. Résumé et Mots-clés de la contribution

- **Le résumé de la contribution** (500 signes au maximum): Rédigé en français et en anglais, police Book Antiqua 10, sans gras, sans italique, sans retrait, aligné à gauche, interligne simple.
- **Contenu du résumé** : Intérêt scientifique du thème et de

l'objet de recherche, délimitation du champ et du contexte de recherche, problématique, objectif et hypothèses de recherche, méthode(s) d'analyse et résultats attendus.

- **Mots-clés** : police Book Antiqua 10, pas de retrait, alignés à gauche, cinq mots en minuscules séparés par des virgules, première lettre du premier mot en majuscule (version française) ; premières lettres en majuscules, cinq mots séparés par des points virgules (version anglaise).

4. Plan de l'article

Il est souhaitable que le texte de l'article soit organisé à trois niveaux :

- section : 1, 2, 3, ... (style Titre 1, gras, taille de police 11, sans retrait) ;
- sous-section : 1.1., 1.2., ... 2.1., 2.2..., etc. (style Titre 2, gras, taille de police 11, retrait 1,27) ;
- sous-sous-section : 1.1.1., 1.1.2. ... 2.1.1., 2.2.2, etc. (style Titre 3, gras, taille de police 11, retrait 1,27).

5. Citations

- **Longueur, police, style, format** :

Les citations brèves (de trois lignes et moins) sont encadrées par des guillemets à la française, sans italique, police Book Antiqua11.

Les citations de trois lignes et plus : retrait 1,27 cm, Book Antiqua 10, pas de guillemets : « Étudiant les rapports entre l'hypertextualisation et l'animation numérique, Saemmer affirme :

Les mots sur support numérique prennent des couleurs, se coulent dans de nouvelles formes graphiques ; en se disposant librement dans l'espace, ils suggèrent une simultanéité caractéristique de l'image ; en s'animant, ils acquièrent une dimension plastique ; en s'hypertextualisant, ils deviennent palpables, touchables. L'un des enjeux centraux de mon livre *Matières textuelles sur support numérique* était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. J'ai essayé de montrer qu'en principe, les possibilités d'interaction et de mise en mouvement

du texte, les nouveaux rapports entre images fixes et mots animés, vidéos et lettres statiques sur l'interface numérique ouvrent le champ sémantique du texte vers de nouvelles significations (2008 : 63). »

▪ **Source de la citation :**

À la fin de la citation, on indique la source (entre parenthèses) : Nom de l'auteur, année de publication, éventuellement la page, précédée de deux points.

En cas de coupure importante ou d'omission dans la citation, il faut placer entre crochets les points de suspension pour la représenter :

« L'un des enjeux centraux de mon livre [...] était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. » (Saemmer, 2008 : 63).

▪ **Auteur(s) mentionné(s) après la citation :**

« En outre, l'opinion, « relayée au plus haut niveau de l'État, aspirait à une plus grande transparence administrative, à l'image d'autres grands pays démocratiques. » (Ermissé, 1988 : 205).

▪ **Citation de deux auteurs :**

« La communication politique a toujours présenté une dimension technique. Dans l'Antiquité grecque, la rhétorique en était la manifestation principale, qui permettait l'utilisation stratégique du discours à des fins de persuasion. » (Gerstlé & Piar, 2020 : 31).

▪ **Plus de deux auteurs :**

- Une première citation :

« Plusieurs virtualités cohabitent dans le débat nucléaire. » (Faivret, Missika & Wolton, 1980 : 9).

- Une deuxième citation des mêmes auteurs :

« Attaquer une idéologie est un exercice périlleux » (Faivret *et al.*, 1980 : 10) ou selon Faivret *et al.* (1980 : 10), « attaquer une idéologie est un exercice périlleux ».

▪ **Citation d'une institution :**

Lors de la première citation, le nom développé de l'institution est mentionné suivi de son abréviation :

« Dans le monde, une augmentation significative de la demande en eau est prévue dans les prochaines décennies. » (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture [UNESCO], 2017 : 1).

- **Dès la deuxième citation, l'abréviation suffit :**

« Les ressources en eau (eaux de surface et eaux souterraines) sont renouvelées à travers le cycle continu d'évaporation, de précipitations et de ruissellement. » (UNESCO, 2017 : 10).

- **Dictionnaire :**

Le relativisme est « une doctrine qui admet la relativité de la connaissance humaine ». (*Le Petit Robert*, 1989 : 1651)

Nota Bene : Pour certains dictionnaires comme celui de l'Académie française, le titre, le numéro de l'édition et le numéro de page suffisent.

- **Citation d'un auteur ayant publié plusieurs documents la même année :**

Si le slogan est l'instrument de la propagande idéologique et de la communication efficace, la rhétorique est une arme à double tranchant, dont la modalité peut être méliorative ou péjorative. Du point de vue rhétorico-pragmatique, les tropes tels que la métaphore ou la périphrase servent à l'expression de l'hybridité linguistique, en faisant s'affronter des points de vue narratifs sur le thème de l'immigration. (Dieng, 2020 a : 54)

Avoir de l'esprit est un atout considérable dans la discussion, mais il se transforme en défaut majeur lorsqu'il s'agit d'éprouver la raison. La prééminence de l'esprit de finesse sur le jugement ne nie pas l'importance de la raison, mais elle permet à l'humaniste de distinguer le champ de la communication de celui du raisonnement philosophique et à élaborer les grands principes d'une éthique du jugement. (Dieng, 2020 b : 362)

- **Plusieurs auteurs de différentes œuvres cités simultanément :**

« Les enjeux de l'information et de la communication ouvrent des perspectives à la recherche. » (Boukacem-Zeghmouri & Rodríguez Bravo, 2019 ; Blanchard & Roginsky, 2020 ; Mattelart, 2016)

- **Citation d'un auteur par un autre auteur :**

« Un usage extensif de l'Internet a permis aux Zapatistes d'instantanément diffuser leurs informations et revendications au monde. » (Castells, 1997 [2010], cité par Mattelart, 2016 : 117)

Nota Bene : Lorsque la date de la première édition est mentionnée, celle de la dernière est mise entre crochets.

- **Ajout de mots dans la citation** : mettre les mots ajoutés entre crochets.
- **Paraphrase d'un texte écrit** :

« Pour Dieng (2024 : 39), "parole sans règle et parole sans foi destinées à faire perdre la face à l'interlocuteur, la polémique a partie liée avec le pouvoir et suscite de ce fait un questionnement dans ses rapports à l'éthique" ».

6. Ponctuation

Sauf exception (point d'exclamation ou d'interrogation), pas de ponctuation dans un titre. Entre le point ou la virgule et le mot qui les précède, il n'y a pas d'espace. En revanche, il y en a une, insécable, entre les guillemets à la française, les deux points, le point-virgule, les points d'exclamation ou d'interrogation et le mot. Les crochets et les parenthèses ne contiennent pas d'espace à l'intérieur, mais à l'extérieur.

On utilise exclusivement les guillemets à la française (« »), en prenant garde de placer une espace insécable après le guillemet ouvrant et avant le guillemet fermant. Les guillemets anglais doubles (" ") sont requis dans une citation de deuxième niveau, c'est-à-dire imbriquée dans une première citation.

7. Normes typographiques

Format : Document Word.

Police : Book Antiqua (BA), 11 pour le corps de l'article, 10 pour les citations.

Style : Normal

Reliure à gauche : 0 cm ;

Interligne : simple

Mise en page : custom size, 15/23 cm (File, Page setup, Paper size: custom size) ; marges : 2 cm (bas, haut, gauche, droite)

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.

Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; à partir de la première ligne 0 cm ; suspension : 0 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

8. Les tableaux :

Les tableaux sont titrés et insérés dans le texte, Book Antiqua (BA) 10. Pour chaque tableau, ne pas dépasser la moitié d'une

page de la revue ; sinon, il sera renvoyé en annexe à la fin de la bibliographie. Leur pertinence sera évaluée par les experts.

9. Notes de bas de page

Les notes en bas de page (police : Book Antiqua 10, suspension (hanging) 0,5 cm, Interligne simple). Ne sont acceptées que les notes qui apportent des informations complémentaires ou des précisions. Les références bibliographiques sont insérées directement dans le texte (voir **Citations**).

10. Bibliographie

▪ Format :

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.

Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; Interligne simple ; suspension : 0,5 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

▪ Monographie :

Nom, Prénom (date). *Titre du livre* [date de la 1re édition]. Lieu : éditeur, «collection».

▪ Ouvrage collectif :

Nom, Prénom (éd. / éds) (date). *Titre de l'ouvrage*. Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Chapitre d'un ouvrage collectif :

Nom, Prénom (date). Titre de la contribution (pagination : pp. X-Y). In Prénom Nom (éd. / éds), *Titre de l'ouvrage* (pagination). Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Article :

Nom, Prénom (date). Titre de l'article. In *Titre de la revue*, n° x, *titre spécifique à ce numéro* (si indiquée), Prénom Nom (éd./éds), pagination (page de début et page de fin séparées par un tiret).

▪ Article de revue avec volume et numéro de fascicule (version imprimée) :

Nom, Prénom (année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique, numéro du volume en italique* (numéro du fascicule entre parenthèses), numéros de pages.

▪ Revue complète (numéro spécial) (version imprimée) :

Titre du numéro ou du supplément ou du hors-série [Numéro spécial]. (Année). *Titre de la revue en italique, numéro du volume en*

italique (numéro du fascicule entre parenthèses).

▪ **Article de revue (version électronique) avec DOI:**

Article de revue issu d'un hors-série ou d'un supplément (version imprimée ou électronique) : Nom de l'auteur, initiale du prénom (Année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique (pas en forme abrégée et sans le sous-titre)*, (h.s.) ou (suppl.), numéros de pages. <DOI>

▪ **Article de quotidien (version électronique) :**

Nom de l'auteur, prénom (Année, jour mois). Titre de l'article. *Titre du quotidien*. <DOI> ou Accès adresse URL : <lien [Consulté le...]>.

▪ **Congrès/Colloque (publié) :**

Nom du ou des directeur(s), prénom(s) (dir.). (Année). *Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque*. Lieu : Éditeur.

▪ **Contribution d'un auteur à un colloque (communication publiée) :**

Nom de l'auteur, Initiale du prénom (Année). Titre du document. In Initiale du prénom de l'auteur de l'ouvrage. Nom de l'auteur (dir. ou éd.), *Titre de l'ouvrage : Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque* (pp. du document s'il y en a). Lieu : Éditeur.

▪ **Ressources Internet :**

- Mettre la **référence** précise, le **lien** entre guillemets simples <...> et la **date** de consultation entre crochets [...].
- **Article** : Nom, Prénom (2010). Titre. *Titre de la revue en italique*. URL entre guillemets simples (<...[Consulté le...]>) ou <DOI>
- **Livre électronique avec DOI** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. <DOI>
- **Livre électronique avec URL** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Page ou Site Web** : Auteur ou Organisme (Année de publication). *Titre de la page consultée*. Date de la dernière mise à jour ou de copyright). Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.

- **Texte législatif (version imprimée)** : Titre et date d'adoption du texte de loi ; Sigle (si existant), Recueil et Numéro.
- **Texte ou article législatif (version électronique)** : Titre et date d'adoption du texte ou de l'article de loi ; Sigle (si existant) ; Recueil et numéro ; Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Thèse** : Prénom Nom, Titre : sous-titre, nombre de pages, tomaison, Type de diplôme : Discipline et spécialité : Université (et / ou autres précisions telles que la ville) : Année (date de soutenance). S'il n'y a pas de date de parution, mettre l'abréviation s.d. (*sine datum*) à la place de l'année.

10. Abréviations

Éditeur scientifique : (éd. ou éds.)

Sous la direction de : (dir.)

Numéro d'édition : (éd. ; par exemple : 2e éd.) :

Sans lieu de publication : *sine loco* (s.l.)

Sans nom de l'éditeur : *sine nomine* (s.n.)

Sans date : *sine datum* (s.d.)

L'abréviation des pages se fait différemment en fonction du type de document :

- pour les chapitres d'ouvrage collectif et pour les articles de la presse quotidienne, les pages sont indiquées avec l'abréviation «p.» pour une seule page consultée et «pp.» pour plusieurs pages. Exemple : p. 7 ou pp. 7-14 ;
- pour les périodiques (revue, magazine), les pages sont indiquées sans abréviation. Exemple : 7-14.

11. Bibliographie sélective

- BLANCHARD, Gersende & ROGINSKY, Sandrine (2020). Introduction. Dossier – La professionnalisation de la communication politique en question : acteurs, pratiques, métiers. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 1(1), 5-12. <https://doi.org/10.3917/enic.029.0005>
- BOUKACEM-ZEGHMOURI, Chérifa & BLANCA, Rodríguez Bravo (2019). Présentation du dossier 2019. Une information scientifique, entre évaluation et médiatisation. *Les Enjeux de*

- l'information et de la communication*, 2(2), 5-11.
<<https://doi.org/10.3917/enic.027.0005>>
- DIENG, Alioune (2020 a). Hybridité linguistique et réinterprétation de l'aventure ambiguë chez Fatou Diome. In *Réécriture et interprétation, Acta Iassyensia comparationis*, 26(vol.2), 51-62.
<http://litteraturacomparata.ro/Site_Acta/issues/aic26/06%20Dieng_Layout%201.pdf>
- DIENG, Alioune (2020 b). L'expérience de l'enrichissement dans les *Essais de Montaigne. Akofena*, Revue scientifique des Sciences du langage, Lettres, Langues et Communication, n°002, vol. 1, 353-370.
- DIENG, Alioune (2024). *Éthique et argumentation polémique*. Dakar: Presses Universitaires de Dakar (P.U.D.).
- ERMISSE, Gérard (1988). Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000 (études rassemblées à l'occasion du XIe Congrès international des Archives. In *La Gazette des archives* (pp. 200-217), n°141, Actes du colloque de Paris, 22-26 août.
- FAIVRET, Jean-Philippe, MISSIKA, Jean-Louis, WOLTON, Dominique (1980). *L'Illusion écologique*. Paris : Seuil.
- GERSTLE, Jacques, PIAR, Christophe (2020). *La Communication politique*. Paris : Armand Colin, collection « U ».
- MATTELART, Tristan (2016). Déconstruire l'argument de la diversité de l'information à l'heure du numérique : le cas des nouvelles internationales. In *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2(2), 113-125.
<<https://doi.org/10.3917/enic.021.0113>>
- SAEMMER, Alexandra (2008). Le texte résiste-t-il à l'hypermédia ? In *Communication & Langages*, n°155, 63-79.
- UNESCO (2017). Les Eaux usées : une ressource inexploitée. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau*.
- WOLTON, Dominique (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)

Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

CODE D'ÉTHIQUE
DE LA

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

1. De l'évaluation des contributions scientifiques

En ce qui concerne l'évaluation de chaque contribution, le Directeur de Publication et les membres du Comité de Lecture et de Rédaction de la Revue sollicite l'avis d'au moins deux évaluateurs, selon le système de double-blind peer review (double-aveugle). L'évaluation des textes soumis à la *Revue Africaine de Communication (RAC)* prend en examen leur contenu scientifique, sans distinction de race, de sexe, de nationalité, de croyance et d'orientation académique ou politique des auteurs. Sans accord écrit de la part de l'auteur, le matériel inédit des manuscrits soumis à la Revue ne peut pas être employé pour d'autres recherches. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique, le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent autrement à ne diffuser aucune information concernant les textes à des fins différentes des évaluations, des révisions, de l'édition et de la publication. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité de leurs auteurs.

2. Des obligations du Directeur de Publication

Le Directeur de Publication veille à l'exécution et au respect scrupuleux de la Politique éditoriale et du Code d'éthique de la *Revue Africaine de Communication*. Il définit, en collaboration avec le Comité scientifique et le Comité de Lecture et de Rédaction, la thématique annuelle de la Revue et supervise le processus de lancement, d'évaluation, de révision et de publication de chaque numéro. Il est la personne morale et administrative de la Revue. Garant de la notoriété, mais aussi de la qualité, de la conformité et de l'effectivité des travaux et des manifestations scientifiques de celle-ci, le Directeur de Publication supervise la collaboration entre les différents comités de la Revue, les évaluateurs et les contributeurs. Enfin, il la représente dans les autres instances et manifestations scientifiques.

3. Des obligations du Comité scientifique

Le Comité scientifique est tenu de respecter la politique et les principes éditoriaux de la *Revue Africaine de Communication* et doit aussi se conformer aux dispositions légales en matière de diffamation, de violation du copyright et de plagiat. Pour les prises de décisions, le Directeur de Publication de la Revue collabore avec le Comité scientifique. Les deux instances sont responsables de la publication finale des articles.

4. Des obligations du Comité de Lecture et de Rédaction

Le Comité de lecture et de Rédaction relève et vérifie les informations concernant les erreurs, imprécisions, conflits d'intérêts ou plagiat à l'égard d'une contribution, qu'il communique immédiatement au Directeur de Publication de la Revue, qui, à son tour, les notifie à l'auteur. Il vérifie ensuite le respect des modifications et des corrections formulées par les évaluateurs selon les critères fixés par la Revue. Au cas contraire, la Revue s'engage à entreprendre les actions nécessaires : éventuellement, l'article sera retiré de la version finale du numéro lancé. De façon générale, le Comité de lecture et de Rédaction apporte son aide au Directeur de Publication et à son équipe dans la révision, l'édition et la publication des contributions.

5. Des obligations des Évaluateurs

L'expert sélectionné ne se jugeant pas qualifié pour l'évaluation, ou sachant ne pas être en mesure de respecter les délais indiqués, doit notifier la décision au Directeur de Publication de la Revue. Il ne doit pas accepter l'expertise d'une contribution scientifique dans le cas d'un conflit d'intérêts dû à un rapport de compétition, de collaboration étroite, etc. avec les auteurs. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique et le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent à traiter les textes reçus comme des documents confidentiels.

Les évaluateurs s'engagent, quant à eux, à exprimer leurs opinions et recommandations, à les argumenter, documenter et illustrer dans le strict respect du secret professionnel. En outre, ils éviteront de les formuler de façon blessante. S'ils remarquent des passages plagiés ou bidonnés, ils ont l'obligation d'en informer le Directeur de Publication de la Revue. L'évaluation doit être effectuée avec objectivité, professionnalisme et discrétion. Les informations contenues dans les documents évalués demeurent confidentielles et, en aucun cas, ne peuvent faire l'objet d'autre exploitation.

6. Des obligations des Auteurs

Les auteurs s'engagent à garantir l'originalité des contributions, leur non-soumission en vue d'une autre publication lors des phases d'évaluation et de révisions des contributions. Par leur simple participation au numéro, ils acceptent aussi à n'employer des contenus ou des expressions d'autres auteurs qu'en indiquant toujours la source référencée. Les textes soumis n'ont jamais été publiés comme documents protégés par copyright dans d'autres revues ou dans des ouvrages collectifs déjà publiés.

En envoyant une contribution, l'auteur/les auteurs acceptent que, si le texte est approuvé pour la publication, tous les droits économiques, sans limites d'espace et avec toutes les modalités et technologies existantes ou à venir, sont transférés à la *Revue Africaine de Communication*. Dans le cas où un auteur noterait des erreurs significatives, des incohérences ou des imprécisions dans le document scientifique publié, il doit immédiatement le porter à la connaissance du Directeur de Publication de la Revue et

coopérer pour la rétractation ou la révision de la contribution proposée.

7. Accès, Reproduction, Distribution, Diffusion et Partage des Contributions scientifiques

Les contributions scientifiques à la *Revue Africaine de Communication* (RAC) sont disponibles en accès libre sur le site: <https://rac.ucad.sn>. Elles sont également archivées à la Bibliothèque nationale, à la Bibliothèque centrale de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et à la Médiathèque du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information.

Les auteurs cèdent tous les droits de reproduction, de publication et de diffusion de leurs contributions scientifiques à la RAC. Par conséquent, ils acceptent toutes modifications formelles liées aux contraintes de leur mise en page et de leur mise en valeur.

De plus, les contributions publiées par la RAC, ne pouvant faire en aucun cas l'objet d'une autre publication, sont autorisées sous la Licence CC-by-nc-nd (autorisation de partager, copier, reproduire, distribuer et communiquer l'oeuvre originale par tous moyens et sous tous formats, sans modifications, dans un but scientifique, pédagogique ou promotionnel, sauf à des fins commerciales).

Les auteurs doivent être crédités de la paternité de leurs contributions et la source indiquée. Ce droit à la paternité des contributeurs est scrupuleusement respecté en cas d'utilisation de leurs oeuvres (Prénom, Nom, titre de la contribution, Nom de la Revue, Numéro, Année de publication, N° de la page d'où est tiré l'extrait).

SOMMAIRE

<i>Avant-propos.....</i>	<i>I-VII</i>
--------------------------	--------------

<i>Les pratiques de la communication pour le développement au Sénégal : des radios éducatives rurales aux radios communautaires</i> <i>Communication practices for development in Senegal: from rural educational radios to community radio stations</i> Yacine Diagne.....	<i>3-36</i>
---	-------------

<i>Les enjeux stratégiques de la revue de presse en wolof au Sénégal</i> <i>The strategic stakes of the wolof press review in Senegal</i> Mamadou Alimou Ba.....	<i>37-70</i>
--	--------------

<i>Radios communautaires et acteurs de la coopération internationale au Burkina Faso : entre injonctions de développement et coopération</i> <i>Community radio stations and international cooperation actors in Burkina Faso: from cooperation to development injunctions</i> Niangané Dasmane.....	<i>71-96</i>
--	--------------

<i>La désinformation au Sahel : narrativité, performativité et fabrique de l'opinion</i> <i>Disinformation in the Sahel: narrative structures, performative dynamics, and the construction of public opinion</i> Dao Dô dit Drissa.....	<i>99-115</i>
---	---------------

<i>IA et désinformation au Burkina Faso : stratégies argumentatives de fabrique et de déconstruction des fake news générée par l'IA</i> <i>AI and disinformation in Burkina Faso: argumentative strategies of fabrication and deconstruction of AI-generated fake news</i> Rabiatou Congo.....	<i>117-142</i>
--	----------------

<i>L'usage des productions audiovisuelles dans les pratiques de communication des organisations de développement : le cas de l'ONG RAES avec la série C'est la vie !</i> <i>The use of broadcast productions in the communication practices of development organizations: the case of the NGO RAES and the series C'est la vie!</i> Moussa Diop, Alioune Badara Gueye & Ngagne Fall.....	<i>145-166</i>
--	----------------

L'émission éducative, une voie pour faire comprendre les obligations fiscales au Burundi

The educational program, a way to understand tax obligations in Burundi

Stany Ngendakumana, Gélase Nimbona & Mamadou Ndiaye.....167-190

Transformations économique-politiques des années 1990 et gouvernance des communications au Sénégal.

The impact of 1990s economic and political reforms on communications governance in Senegal

Mouhameth Bèye & El Hadji Malick Ndiaye.....191-217

AVANT-PROPOS

Ce numéro spécial de la *Revue Africaine de Communication* (RAC), édité dans le cadre de la célébration des 60 ans du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI), se propose d'étudier la problématique de la fabrique de l'opinion et, celle connexe, l'endogénéisation comme thématique de cristallisation, entre autres, l'émergence d'un leadership de rupture, porteur d'alternatives plurielles dont les médias sont à la fois acteurs et lieux d'expression.

Il s'agit, dans ces travaux de recherche, de s'interroger, au-delà l'apport spécifique des médias en tant que fabriques d'opinions, entre moult autres acteurs (partis politiques, instituts de recherche, ONG, associations de la Société civile, etc.), sur le processus global et historique qui a généré, au cours des dernières décennies, les grandes et multiples transformations enregistrées, çà et là, suite à des évolutions positives.

La réflexion porte aussi sur les diverses formes qu'ont pu épouser les stratégies adaptatives en Afrique, au cours de crises profondes, sources de régression et de résilience ; en particulier, dans cette partie du sous-continent constituée par les pays qui ont en partage la langue française. Dans cette perspective, l'analyse de la fabrique d'opinion dans un contexte d'émergence d'alternatives endogènes et de dynamique citoyenne en Afrique paraît essentielle.

En effet, la fabrique de l'opinion est un concept, dont l'origine remonte à une période lointaine (Blondiaux, 1998). Ce phénomène a réussi à se faire une place sur la scène politico-médiatique. Chomsky et Herman (2003) identifient les institutions, les lobbies, les multinationales et la presse, qu'ils qualifient de « quatrième pouvoir », comme les acteurs qui interviennent dans la chaîne de fabrication de l'opinion publique. De ce point de vue, la responsabilité de la presse dans la construction de l'opinion semble être mise en exergue du fait du caractère puissant de l'image, du son ou du texte.

L'analyse conceptuelle du terme « opinion » permet donc d'expliquer une certaine nuance, selon des auteurs tels que Pang et Lee (2008), qui considèrent l'opinion comme l'unité à laquelle il est possible d'attribuer une polarité négative ou positive, à l'opposé du « point de vue » ou du « positionnement », qui

reflètent un sentiment général qui se dégage. Cette précision met en lumière la complexité du niveau d'interprétation ou d'appréciation de ce concept. Habermas (1988) va plus loin en tentant de disséquer le qualificatif « publique » attribué à l'opinion. Selon lui, l'« opinion », dans sa dimension « publique » précisément, présuppose l'émanation d'un public éclairé, déployé dans l'espace « public ». D'où l'importance de prendre en compte l'évolution de ce concept. Almeida (2009) explique ainsi le processus de formation et de transformation de l'opinion publique en montrant l'importance qu'y joue la perception pour comprendre les dynamiques conceptuelles. C'est à cet effet que certains outils de mesure sont mis en place. De ce fait, les techniques de sondage d'opinion proposaient des méthodes quantitatives pour représenter l'état de l'opinion publique à un moment donné (par exemple, sondage d'opinion préélectoral) et prétendaient contribuer à une meilleure connaissance de la société (Ramdani *et al.*, 2011).

Dans ce numéro spécial de la RAC 2025, des chercheurs et des professionnels des médias et de la communication, à travers leurs travaux scientifiques en rapport avec l'impact des théories, des techniques et des moyens de l'information et de la communication, revisités dans la construction de l'opinion, analysent les enjeux et les acteurs qui interviennent dans la fabrique de l'opinion, mais aussi le rôle des médias dans un contexte d'émergence et de diversification des supports d'information et de communication grâce au développement du numérique.

Dans sa contribution, Yacine Diagne analyse l'évolution de la communication radiophonique comme instrument de développement au Sénégal depuis les années 1960. Elle examine la transition des radios éducatives rurales (RER), caractérisées par une approche descendante et prescriptive, vers les radios communautaires émergées dans les années 1990 dans le contexte de la libéralisation des ondes et qui privilégient une démarche participative et l'expression locale. Bien que ces deux modèles incarnent des conceptions apparemment opposées du développement, l'analyse révèle des continuités significatives en termes de dispositifs, d'acteurs et d'objectifs. La recherche interroge ainsi la portée démocratique réelle des radios

communautaires : constituent-elles une véritable rupture avec les logiques prescriptives des RER ou reproduisent-elles, sous un habillage participatif, les mécanismes antérieurs de communication verticale ? À travers une approche critique du cas sénégalais, l'auteure examine les modes d'organisation, les pratiques communicationnelles et les effets concrets de ces médias pour évaluer leur contribution effective à la démocratisation du développement rural au Sénégal.

Restant dans l'écosystème radiophonique, le texte du journaliste Dr Mamadou Alimou Ba s'intéresse aux enjeux stratégiques de la revue de presse en Wolof au Sénégal. En effet, prenant appui sur la théorie générale de l'analyse stratégique telle qu'étudiée par Crozier, cette étude montre comment la revue de presse, un genre apparemment anodin, s'est imposée comme l'un des genres journalistiques les plus stratégiques au sein de l'instance médiatique. Les stratégies des acteurs des médias (« animateurs de presse ») y sont directement évoquées avec la force perlocutoire de la langue wolof, comme support linguistique partagé, les éventuelles connivences avec les acteurs des autres champs (politique, économique et social) et les enjeux de pouvoir qui en découlent.

Dans la même veine, Niangané Dasmané se penche sur la relation entre les radios communautaires et les acteurs de la coopération internationale au Burkina Faso. Il part du constat que des organisations du Nord restent au cœur du contexte évolutif des radios communautaires burkinabè à travers des appuis. Des appuis conditionnés qui s'apparentent à des injonctions de développement, d'où l'intérêt de cerner les approches d'interventions adoptées par ces acteurs de la coopération. Son analyse qualitative des données a permis de constater que les appuis sont surtout de l'offre de programmes, qui permettent aux donateurs de transférer aux radios des savoir-faire et des modèles. Ces acteurs ont plus recours aux approches « clés en mains » qu'à celles participatives, mieux adaptées aux réalités desdites radios.

Dans un contexte de mutation technologique accélérée, marqué notamment par la percée fulgurante de l'intelligence artificielle, la circulation de fausses informations connaît une ampleur inédite. Celles-ci se diffusent aussi bien à travers les

médias traditionnels que via les plateformes numériques et les réseaux sociaux, brouillant les repères et fragilisant la qualité de l'information. L'exemple décrit par Dao Dô dit Drissa dans sa contribution témoigne de l'ampleur de ce phénomène inquiétant. En effet, il part du fait qu'entre 2020 et 2023, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont connu une succession de coups d'État, dans un contexte de forte crise politique et de contestation des relations avec la France. Ces événements ont été accompagnés d'une prolifération de fausses informations, particulièrement virulentes sur les réseaux sociaux numériques, qui ont contribué à reconfigurer l'opinion publique sahélienne.

À travers une approche croisée de la sémiotique narrative (Greimas) et de la pragmatique des actes de langage (Austin, Searle), cet article étudie comment ces récits falsifiés participent à la légitimation des pouvoirs militaires. En mobilisant des schémas actanciels simplifiés et des stratégies discursives perlocutoires, la désinformation ne se contente pas de mentir : elle agit sur les affects, performe des ruptures symboliques et favorise l'adhésion aux nouveaux régimes militaires.

Sur ce même registre, dans sa contribution, Rabiadou Congo analyse la production de la désinformation générée par l'intelligence artificielle (IA) au Burkina Faso, en particulier les contenus de type *deepfake*. Par le biais de l'argumentation dans le discours, il a examiné comment les *deepfakes*, qui sont des contenus générés par IA, constituent au Burkina Faso une nouvelle arme informationnelle participant à la fabrique d'opinions et comment ils sont déconstruits par Fasocheck.

Le corpus comprend quatre articles de fact-checking publiés par Fasocheck. En adoptant une approche discursive pour analyser la pratique médiatique de Fasocheck, cet article relève, en outre, que la désinformation par l'IA ne constitue pas seulement une manipulation technique, mais bien une arme cognitive et politique.

Outre la radio, les productions audiovisuelles constituent également un maillon essentiel dans la fabrique de l'opinion par le biais des ONG. Dans leur contribution, les chercheurs Moussa Diop, Alioune Badara Guèye et Ngagne Fall, relèvent que dans un contexte de saturation informationnelle et de diversification des canaux médiatiques, les organisations non

gouvernementales (ONG) cherchent à renouveler leurs pratiques de communication pour capter l'attention et susciter l'engagement.

Parmi les outils mobilisés, les productions audiovisuelles occupent une place croissante, car elles conjuguent information, émotion et persuasion. Leur article examine la manière dont l'ONG RAES (Réseau africain pour l'éducation, la santé et la citoyenneté) mobilise la série « C'est la Vie ! » comme dispositif de médiation narrative au service du changement social et comportemental. À partir d'une méthodologie qualitative combinant analyse de contenu, observation et entretiens semi-directifs avec les responsables de l'ONG, l'étude met en lumière les logiques de construction des récits audiovisuels, leurs ancrages symboliques et leurs effets sur les représentations sociales. L'analyse révèle une stratégie communicationnelle fondée sur le *story telling*, le recours au numérique et l'éducation par le divertissement (*edutainment*). Ces dispositifs, conçus à partir d'un corpus scientifique et d'un dialogue avec les communautés locales, permettent à l'ONG de produire une communication plus participative, intégrant à la fois la persuasion émotionnelle et la médiation culturelle.

À partir d'un article intitulé « L'émission éducative, une voie pour faire comprendre les obligations fiscales au Burundi », Ngendakumana Stany, Gélase Nimbona et Mamadou Ndiaye étudient la contribution des émissions éducatives à la compréhension des obligations fiscales. Ils rappellent que la création de l'Office Burundais des Recettes (OBR) en 2010 a inauguré une nouvelle ère d'administration fiscale ayant pour priorité essentielle la mission de faire comprendre aux contribuables leurs obligations fiscales à travers les médias. Cet article explore l'impact de l'émission audiovisuelle Bafashekumenya dans l'appropriation des obligations fiscales au Burundi. À travers l'analyse des contenus de l'émission et les réponses des contribuables, il ressort de cette étude que ce programme facilite la compréhension des enjeux fiscaux par les contribuables burundais.

Dans ce pays où la culture fiscale est encore en développement, l'émission Bafashekumenya représente une approche novatrice pour améliorer la sensibilisation des

contribuables. L'analyse conclut qu'elle émerge comme un outil essentiel pour améliorer la culture fiscale au Burundi. De ce fait, il est essentiel de montrer que l'OBR doit la renforcer en améliorant ses stratégies et en s'assurant que tous les contribuables la reçoivent. Cela passerait par les systèmes de collaboration OBR-Médias selon le modèle de partenariats formalisés entre les médias et les autorités fiscales. Quant aux contenus, l'OBR travaillerait sur les besoins réels des contribuables, notamment les nouvelles mesures fiscales qui touchent directement les économies des ménages.

Enfin, dans leurs travaux, Mouhameth Bèye et El Hadji Malick Ndiaye analysent les transformations économico-politiques des années 1990 et la gouvernance des médias et des télécommunications au Sénégal. Dans leur article, ils étudient l'ambivalence des réformes des années 1990 dans le secteur des communications au Sénégal (télécoms et médias), en interrogeant simultanément l'affaiblissement de la souveraineté économique de l'État sénégalais et le regain de dynamisme induit par la libéralisation/privatisation, afin de requalifier le rôle du public.

La méthode repose sur une analyse documentaire thématique (textes juridiques et réglementaires, rapports institutionnels, archives de presse, travaux académiques), articulée à une comparaison télécoms/médias et à un *process-tracing* historique reliant décisions, dispositifs et effets. Les résultats indiquent, d'une part, un déplacement de leviers de pouvoir et de rentes hors du périmètre budgétaire national, d'autre part, une modernisation rapide : essor du mobile, baisses tarifaires, investissements massifs.

En définitive, les travaux présentés dans ce numéro spécial de la RAC 2025 suivant les différentes approches utilisées par les auteurs permettent de mieux appréhender le processus de fabrication de l'opinion avec le rôle fondamental des pouvoirs publics, des ONG, des supports d'information et de communication dans un contexte de forte transformation digitale et de prolifération des *fake news*.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- ALMEIDA, Nicole (2009). *L'opinion publique*. Paris : CNRS Éditions. <<https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs-13801>>
- BLONDIAUX, Loïc, (1998). *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*. Paris : Éditions Le Seuil. 601p.
- CHOMSKY, Noam ; S. HERMAN, Edward (2003). *La fabrique de l'opinion publique*. Paris : Éditions Serpent à plumes. 330 p.
- HABERMAS, Jurgen (1988). *L'Espace public*. Paris : Édition Payot. 332p.
- EENSOO-RAMDANI, Egle ; BOURION, Evelyne ; SLODZIAN, Monique ; VALETTE, Mathieu (2011). De la fouille de données à la fabrique de l'opinion. Enjeux épistémologiques et propositions. In *Les Cahiers du numérique*, 7 (2), 15-39. DOI : <doi.org/10.3166/LCN.6.2.15-39>
- PANG, Bo ; LEE, Lillian (2008). Opinion Mining and Sentiment Analysis. In *Information Retrieval*, 2, 1-135. <<https://doi.org/10.1561/15000000011>>
- WOLTON, Dominique (2001/2). La communication, un enjeu scientifique et politique majeur du XXI^e siècle. In *L'Année sociologique*, vol. 51, 309-326.

Pr Alioune DIENG
Dr Abdou DIAW

MANIPULATION DE L'OPINION
&
PLATEFORMES NUMÉRIQUES

IA ET DÉSINFORMATION AU BURKINA FASO : STRATÉGIES ARGUMENTATIVES DE FABRIQUE ET DE DÉCONSTRUCTION DES FAKE NEWS GÉNÉRÉE PAR L'IA

AI AND DISINFORMATION IN BURKINA FASO: ARGUMENTATIVE STRATEGIES OF FABRICATION AND DECONSTRUCTION OF AI-GENERATED FAKE NEWS

Rabiatou Congo

Université Joseph Ki-Zerbo

rabscongo@gmail.com

Résumé

Cet article analyse la production de la désinformation générée par intelligence artificielle (IA) au Burkina Faso, en particulier les contenus de type *deepfake*. Par le biais de l'argumentation dans le discours, nous avons examiné comment les deepfakes, qui sont des contenus générés par IA, constituent au Burkina Faso une nouvelle arme informationnelle participant à la fabrique d'opinions et comment ils sont déconstruits par Fasocheck. Le corpus comprend quatre articles de fact-checking publiés par Fasocheck. En adoptant une approche discursive pour analyser la pratique médiatique de Fasocheck, cet article relève, en outre, que la désinformation par l'IA ne constitue pas seulement une manipulation technique, mais bien une arme cognitive et politique.

Mots-clés : Intelligence artificielle, Désinformation, Deepfake, Opinion, Argumentation.

Abstract

This article analyzes the production of disinformation generated by artificial intelligence (AI) in Burkina Faso, particularly deepfake content. Through the argumentation in speech, we examined how deepfakes, which are AI-generated content, constitute a new informational weapon in Burkina Faso by participating in the creation of opinions, and how they are deconstructed by Fasocheck. The corpus includes four fact-checking articles published by Fasocheck. By adopting a discursive approach to analyze Fasocheck's media practices, this article demonstrates also that AI-driven disinformation is not just a technical manipulation, but also a cognitive and political weapon.

Keywords: Artificial Intelligence; Disinformation; Deepfake; Opinion; Argumentation.

Introduction

La démocratisation et l'expansion d'Internet, en général, des réseaux sociaux, en particulier, avec les outils et les technologies numériques qui les accompagnent, ont profondément transformé, depuis les années 2000, les processus de production, de circulation et de réception de l'information. L'information qui, auparavant, était produite par des professionnelles est maintenant à la portée de tous. Dans ce nouveau paradigme, chaque individu peut devenir une source, un canal et même un producteur de contenu. Avec son smartphone, un citoyen est en mesure de produire une information non vérifiée et de la relayer sur les réseaux sociaux. Dans une interview publiée le 20 août 2005 par Libération, Cyril Fievet (cité par Roussel, 2005), spécialiste des blogs, analyste de la nouvelle donne pour les médias, soulignait cette évolution en évoquant une dépossession du monopole informationnel par les journalistes au profit de citoyens ordinaires, rendus visibles et audibles par la puissance des outils numériques.

Dans ce nouveau paysage informationnel, les blogueurs, les activistes, les influenceurs, dont la parole, souvent militante, concurrence parfois celle des organes de presse traditionnels et professionnels, ont émergé. Certains s'érigent en contre-pouvoirs médiatiques, souvent suivis par un public plus large que celui des médias classiques. Ce que résume Fall (2018), fondateur du mouvement « Africtivistes », qui affirme que le citoyen contemporain « est en lui-même un média » et qu'il peut désormais « informer le monde entier » grâce aux outils numériques, devenant « acteur de démocratie et de transformation sociale » parce qu'il a la possibilité « d'informer le monde entier », d'impacter la société ; parce qu'il a aussi des « outils pour rentrer dans des écosystèmes qui ne sont pas de chez lui et qui pourraient le renforcer dans son combat ».

Cette démocratisation de l'information s'est accompagnée de nouveaux défis, dont figure au premier rang la désinformation. La capacité de chacun à produire et diffuser des contenus sans filtre éditorial a multiplié les risques de manipulation, de fausses nouvelles et d'ingérence informationnelle. Le *Global Risks Report* (2025 : 8) du Forum économique mondial classe d'ailleurs la désinformation parmi les menaces majeures de court terme,

soulignant le danger qu'elle représente dans un monde où les opinions publiques sont de plus en plus façonnées sur les réseaux et les plateformes sociaux. Ce contexte nourrit l'idée d'une « guerre de l'information », voire de « journalisme patriotique » où les récits deviennent des armes et où la vérité factuelle est submergée par des contenus émotionnels ou stratégiques, relevant de ce que d'aucuns qualifient d'« ère de la post-vérité ». L'information est une véritable arme de combat. Pour plusieurs chercheurs en sciences stratégiques dont Jacques Baud (2020 : 267), l'information est à la fois un outil de guerre et un théâtre d'opérations à part entière dans ce que l'on désigne désormais sous le terme de « guerre hybride ». L'un des objectifs de la désinformation, explique-t-il, est d'asséner aux populations des vérités qui n'en sont pas une, mais qui leur permettent de ne pas douter ou de se poser des questions. C'est dans cet ordre d'idée que le président de la transition burkinabè, le capitaine Ibrahim Traoré a déclaré : « notre guerre la plus dangereuse est la guerre contre la communication ».

Le Burkina Faso est confronté depuis près d'une décennie à une crise sécuritaire et politique liée au terrorisme, aux coups d'État successifs et à la fragilisation des institutions républicaines. C'est dans cet écosystème informationnel vulnérable, où la défiance envers les médias et les autorités est exacerbée, que les contenus synthétiques générés par l'Intelligence Artificielle (IA), notamment les *deepfakes*, ont vu le jour. Cet article se fixe comme objectif d'analyser comment les *deepfakes* et les contenus générés par IA constituent, au Burkina Faso, une nouvelle arme informationnelle participant à la fabrique d'opinions et comment ils sont déconstruits par Fasocheck.

Face à cette nouvelle donne, les médias burkinabè, et plus particulièrement ceux comme Fasocheck spécialisés dans la vérification de l'information, ont recours au *fact-checking*, pour assainir le débat public avec la production d'articles de vérification. Ainsi, l'analyse se focalisera sur le contexte de production des contenus générés par IA pour alimenter la désinformation et leur déconstruction par Fasocheck, qui est une structure de *fact-checking* à travers une approche sémio-discursive fondée, entre autres, sur les travaux de Ruth Amossy.

Comme corpus, nous avons choisi quatre articles de Fasocheck constitués de *deepfakes*, publiés entre 2023 et 2025. Notre travail sera composé de trois grandes parties. La première consistera à présenter le paysage médiatique au Burkina Faso, le cadre méthodologique et théorique et le corpus. La deuxième, quant à elle, sera consacrée à l'analyse conceptuelle. Dans la troisième partie, nous examinerons le contexte de production des *deepfakes* et la méthodologie de leur déconstruction par Fasocheck.

1. Cadre méthodologique et théorique

Dans cette première partie, il s'agira de présenter le paysage médiatique burkinabè, le corpus et le cadre théorique.

1.1 Paysage médiatique burkinabè

Le Burkina Faso a un paysage médiatique diversifié. Selon les données du Conseil supérieur de la communication (CSC, 2024), le pays compte 413 médias recensés, incluant les organes fonctionnels, ceux en cessation d'activité ainsi que les structures autorisées mais non encore opérationnelles. Les médias privés ou étatiques burkinabè ont toujours entretenu une relation étroite avec le champ politique. Celle-ci s'illustre à travers les propos de Marie-Soleil Frère (1998), qui écrit que « la presse, la radio, la télévision, se transforment ou "sont transformées" au rythme des changements idéologiques que connaît leur environnement, tout en participant à l'évolution de la société ». Or, durant la période coloniale, la presse écrite était un espace d'expression privilégié pour l'élite voltaïque, que ce soit sur le territoire de la Haute-Volta ou dans d'autres colonies de l'Afrique occidentale française (AOF). Par contre, une fois l'indépendance proclamée en 1960, le modèle dominant fut celui d'une presse d'État alignée sur les orientations du parti unique, jouant un rôle central dans la communication gouvernementale et la légitimation politique. Cette tendance est largement observée dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Même si l'ouverture médiatique dans les années 1990, marquée par l'émergence de la presse privée et des radios communautaires, a permis une diversification des sources d'information, il n'en demeure pas moins que cette pluralité est restée fragile. Les crises politiques et sécuritaires récentes, notamment les coups d'État de janvier et septembre 2022, ont

accentué les vulnérabilités du secteur médiatique burkinabè. L'instabilité institutionnelle, combinée à la montée des violences armées, ont entraîné un rétrécissement de l'espace civique et une réduction de l'accès à une information pluraliste de qualité et vérifiée. Cette situation confirme l'hypothèse formulée par Wardle et Derakhshan (2017), selon laquelle la vulnérabilité informationnelle tend à s'accroître dans les contextes de tensions sociopolitiques et de défiance envers les institutions.

Aujourd'hui, le paysage médiatique burkinabè évolue dans une tension constante entre ouverture technologique portée par l'essor d'Internet et des réseaux sociaux et restriction des libertés publiques. Selon le rapport de *DataReportal* publié en janvier et mars 2025 on estimait à 5,75 millions le nombre d'utilisateurs d'Internet au Burkina Faso, soit environ 24,2% de la population. Facebook, plateforme populaire ouverte aux personnes âgées de 13 ans et plus, est, avec 3,40 millions d'utilisateurs, en tête des réseaux sociaux les plus utilisés dans le pays en début d'année 2025. Cela équivaut à 14,3 % de la population totale. Elle est suivie de LinkedIn avec 450 000 d'utilisateurs devant Messenger qui en compte 441 000. Le réseau social X (ex Twitter) arrive 5^e avec 74 200 utilisateurs, derrière Instagram qui compte 194 000 utilisateurs. Ceci crée un environnement particulièrement favorable à la circulation de contenus synthétiques, notamment ceux générés par intelligence artificielle, et à l'implantation de stratégies de désinformation à grande échelle.

1.2 Justification et présentation du corpus

Notre corpus est composé de quatre articles sur les *deepfakes* fact-checkés et publiés par Fasocheck entre février 2023 et janvier 2025. Créé en 2019, Fasocheck est un organisme de développement média, de lutte contre la désinformation et le discours de haine. Il est la première organisation de *fact-checking* au Burkina Faso. Sa mission est de rétablir la vérité par les faits.

Nos quatre articles ont été sélectionnés selon quatre critères. Le premier est la présence d'artefacts issus de l'IA générative, notamment les *deepfakes*, contenus synthétisés. Le deuxième est lié au contexte de création de ses faux contenus généralement politiques, qui visent à manipuler l'opinion publique pour polariser les esprits. Le troisième repose sur la méthodologie de

vérification de Fasocheck qui laisse percevoir leur démarche. Enfin, le quatrième critère concerne l'espace géographique. Il est à noter aussi que les contenus concernent généralement le Burkina Faso.

Le premier article est un décryptage de vidéos où des prétendus afro-américains manifestent leur soutien au capitaine Ibrahim Traoré après sa prise de pouvoir du 30 septembre 2022. Publié le 15 février 2023 et titré « Décryptage : ces fausses vidéos générées par l'intelligence artificielle », cet article revient sur une série de vidéos *deepfake* ayant circulé sur Facebook et dans plusieurs groupes WhatsApp au Burkina Faso. Ces contenus audiovisuels visaient à faire croire que des panafricanistes afro-américains manifestaient publiquement leur soutien à la transition burkinabè. Ces contenus ont été publiés sur les réseaux sociaux après le coup d'État ayant survenu le 30 septembre 2022. Ces vidéos publiées en janvier 2023 ont semé le trouble auprès de nombreux internautes burkinabè, car pareille mise en scène n'avait jusque-là pas encore été observée ni dans la stratégie ni dans le narratif des milliers de messages de soutien aux autorités de la Transition au Burkina Faso. Cette publication avait enregistré plus de 100 commentaires avant d'être supprimé par l'auteur Ibrahim Maiga, un web activiste soutenant les autorités actuelles. La plupart des internautes ont accueilli favorablement le soutien de ces prétendus afro-américains. Les images montraient des personnages de type asiatique, européen ou afro-américain, apparaissant successivement devant un drapeau burkinabè en arrière-plan. Chacun s'exprimant en anglais avec une voix robotisée, se présentant comme « panafricaniste » et appelant à soutenir la transition au Burkina Faso.

Le deuxième article, publié le 27 mars 2024 et intitulé : « Faux, Gims n'a pas dédié une chanson au président de la transition burkinabè », dont la paternité est attribuée au chanteur franco-congolais Gims, déconstruit une supposée chanson en hommage au président burkinabè. Dans la vidéo publiée le 22 mars 2024 sur les réseaux sociaux, les auteurs font croire que Gims a dédié une chanson au capitaine Ibrahim Traoré, président de la Transition burkinabè. Si la voix dans la chanson ressemble à celle de Gims, elle n'est pas de lui. Elle appartient à « Rass_noir », un

compte TikTok et Youtube, publiant des contenus générés par IA. On peut entendre les paroles suivantes dans la chanson :

Capitaine Ibrahim Traoré, le nom qui résonne au Burkina Faso et dans toute Afrique qui s'entonne. Patriote révolutionnaire, libérateur des opprimés. Un homme du peuple, par le peuple, pour le peuple, c'est bien lui Traoré, Traoré, l'espoir d'un continent, un leader courageux, un guide bienveillant. Il a pris son destin en main pour son pays et pour son peuple. Le Burkina Faso est libre grâce à son courage et sa témérité. Face à l'impérialisme et aux forces obscures. Traoré, il se bat de ferveur sans aucune rature. Pour la souveraineté de son pays, il est prêt à tout. Le peuple est derrière lui, l'unité. Levons nos voix et chantons son nom, Ibrahim Traoré. Héros de la nation, un symbole de résistance. Un modèle pour la jeunesse, l'Afrique a besoin de leaders comme lui ; c'est une évidence Traoré, Traoré, l'espoir d'un continent. Un leader courageux, un guide bienveillant. Il a pris son destin en main pour son pays et pour son peuple. Le Burkina Faso est libre grâce à son courage et sa témérité.

Le troisième article, publié le 29 décembre 2024 et intitulé « Faux, Diomaye Faye et Macky Sall ne se sont pas battus au sommet de la CEDEAO », avec en légende « Après le sommet de la CEDEAO, bagarre », est une photo montrant les présidents sénégalais Bassirou Diomaye Faye et son prédécesseur Macky Sall, sortie de son contexte, animée par l'intelligence artificielle et sur laquelle les deux personnalités publiques se battent. Il s'agit de la déconstruction d'une vidéo publiée le 16 décembre 2024 sur TikTok, montrant une présumée altercation physique entre les deux hommes d'État sénégalais. Les auteurs de cette publication prétendent qu'il s'agit d'une « bagarre » qui a éclaté entre ces deux personnalités politiques sur la question de la sortie et du retour des pays de l'Alliance des États Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) dans l'organisation sous-régionale (la CEDEAO), après le 66^e sommet qui s'est tenu le 15 décembre 2024 à Abuja au Nigéria. Évidemment, il s'agit d'une fausse information, donc d'une photo manipulée à l'aide de l'intelligence artificielle.

Le quatrième, également une chanson en hommage au capitaine Ibrahim Traoré générée par IA dont la paternité, cette fois-ci, est attribuée à Glenn Morrison, un DJ canadien. Intitulé « Glenn Morrison n'a pas dédié une chanson au Burkina Faso et au président Traoré », il a été publié le 13 janvier 2025. Cette chanson en anglais d'une durée de trois minutes, mentionnant le nom du capitaine Ibrahim Traoré, est largement diffusée sur les réseaux sociaux depuis le 5 janvier 2025, notamment sur YouTube, Facebook et TikTok. Publiée par le compte TikTok « je ne suis pas stupide », elle a comptabilisé à la date du 07 janvier, plus de 13 000 partages, 62 000 likes et 3341 commentaires. L'auteur affirme qu'elle a été chantée par Glenn Morrison, présenté comme un artiste américain, en hommage à Ibrahim Traoré. Sa publication est accompagnée d'une photo de l'artiste et de celle du capitaine Ibrahim Traoré. Dans les faits Glenn Morrison, un Dj et non un artiste chanteur, n'a pas dédié une chanson au Burkina Faso et au président Ibrahim Traoré. Il s'agit d'une chanson générée avec l'IA. La traduction de cette chanson en français est la suivante :

Sous le ciel vassal, un leader s'est levé, avec une vision si claire que toute la nation la connaît. Ibrahim Traoré, guide du peuple, ton courage résonnera toujours dans nos cœurs. À travers les épreuves et les tempêtes, tu restes si fort, une voix pour la justice à laquelle nous appartenons. Avec sagesse et force, tu éclaires le chemin, notre lueur d'espoir chaque jour. Oh IB, notre fierté, notre flamme, ton amour pour le vassal ne faiblira jamais. À chaque pas, tu nous élèves, Ibrahim Traoré, notre espoir ne s'éteindra pas. Des villages aux rues des villes, le nom que je bats donne de la force à nos rythmes. Pour la jeunesse, pour les rêves, pour l'avenir que nous entrevoyons, tu nous fais avancer, unissant les hommes libres. Tes paroles inspirent, tes actions enflamment, tu affrontes l'obscurité en apportant la lumière. À travers la lutte et la douleur, ton courage brille, l'âme avance sous ta lumière. Oh IB notre fierté, notre flamme, ton amour pour le vassal ne faiblira jamais. À chaque pas que tu nous fais monter, Ibrahim Traoré, notre espoir ne mourra pas. Tu es la voix d'une marée montante, la force du peuple, le guide de notre nation. Je serai le héros qui nous est si

cher, avec toi à nos côtés, nous vaincrons la peur. Oh
IB, notre fierté, notre flamme, ton amour pour le vassal
ne faiblira jamais. À chaque pas que tu nous fais
monter, Ibrahim Traoré, notre espoir ne mourra pas.

Ces quatre articles sont composés de visuels comprenant une image truquée, un *face-swap*, une photo animée et des contenus audiovisuels, notamment des vidéos *deepfakes*, de la musique avec une voix synthétique. En outre, la thématique est récurrente, à savoir la légitimation du pouvoir, la nation *branding*, à travers des hommages musicaux et des soutiens internationaux. Ces éléments permettront d'analyser les techniques de vérification et le contexte de production de ces contenus.

1.3 Cadre théorique : l'argumentation selon Ruth Amossy

Notre analyse sera fondée sur l'argumentation en discours de Ruth Amossy (2000), qui démontre que tout discours, même informatif, a une dimension argumentative, car l'auteur de l'information ne se contente pas d'exposer des faits, mais il cherche aussi à convaincre ou dissuader. Argumenter, consiste donc à s'inscrire dans un espace de croyances partagées pour construire une évidence à partir de ce qui est déjà admis : « toute parole est nécessairement argumentative. C'est un résultat concret de l'énoncé en situation. Tout énoncé vise à agir sur son destinataire, sur autrui et à transformer son système de pensée. Tout énoncé incite autrui à croire, à voir, à faire autrement.

Cette approche nous permet de mobiliser plusieurs notions clés à savoir l'éthos, le pathos et le logos. L'*ethos* renvoie à l'image de soi que l'orateur ou l'institution construit dans et par son discours. Dans notre corpus, Fasocheck travaille un éthos d'expertise, de professionnel de la vérification des faits et de neutralité en se présentant comme une source fiable et indépendante. L'*ethos* est essentiel, car, rappelle Amossy, il est « l'image que l'orateur projette de lui-même dans son discours et qui contribue puissamment à assurer sa crédibilité et son autorité » *Ibid.* : 14). Le *pathos*, c'est-à-dire la dimension émotive du discours, « est le moyen qui vise à persuader un public en faisant appel aux émotions. L'orateur cherche la sympathie de

l'auditoire. Utiliser le pathos n'engage pas uniquement l'émotionnel de l'auditoire mais permet aussi au public de s'identifier aux arguments de l'orateur » (Paré : 2023). Le *logos*, la raison en grec signifie à la fois

« Parole » et « raison », désigne l'argumentation au sens logique et équilibré, c'est à-dire l'ensemble des stratégies qui permettent de prouver, évoquer, persuader. C'est la persuasion par le raisonnement, plus précisément par la logique du raisonnement tout autant que la justesse des exemples utilisés. (Nzessé : 90)

Si Nzessé met en évidence la dimension rationnelle du *logos* comme instrument de persuasion fondé sur la logique et la cohérence des arguments, Amossy prolonge cette réflexion en inscrivant le *logos*, l'*ethos* et le *pathos* dans une dynamique interactionnelle où le discours agit sur l'auditoire par un savant équilibre entre raison, crédibilité et émotion.

Le *logos* concerne les stratégies discursives en tant que telles et l'*éthos* l'image du locuteur, le *pathos* a, quant à lui, directement trait à l'auditoire. En examiner les tenants et les aboutissants signifie pour Aristote voir ce qui peut toucher, connaître la nature des émotions et ce qui les suscite, se demander à quels sentiments l'allocutaire est particulièrement accessible de par son statut, son âge... Ce savoir est nécessaire à l'orateur qui veut employer la colère, l'indignation, la pitié, comme moyen oratoire (Amossy, 2016 : 209).

Deux autres concepts structurent cette grille de lecture : la *doxa* et les *topoi*. La *doxa* désigne l'ensemble des croyances et opinions collectives qui constituent le socle de recevabilité d'un discours. Les *topoi*, quant à eux, sont des lieux communs argumentatifs, des schèmes de raisonnement culturellement disponibles. Amossy souligne en effet que l'argumentation s'appuie toujours sur des *topoi*, c'est-à-dire sur des formes de raisonnement qui font sens dans un contexte donné (*Ibid.* : 199).

Ce cadre théorique nous permettra donc d'analyser la manière dont Fasocheck construit sa crédibilité (*éthos*) et produit un discours rationnel (*logos*) tout en mobilisant indirectement les émotions (*pathos*). Il aide aussi à comprendre comment le fact-

checking burkinabè déconstruit ou reconfigure les croyances partagées (doxa) et les lieux communs argumentatifs (topoi) qui nourrissent la désinformation. De même, l'analyse déterminera comment ces concepts contribuent à l'appréhension du contexte de production de la désinformation générée par l'IA, notamment les *deepfakes* circulant au Burkina Faso.

2. L'intelligence artificielle et ses rapports avec les concepts de *deepfake* et de désinformation

La deuxième partie consiste à procéder à une analyse rigoureuse des rapports que l'intelligence artificielle entretient avec les autres concepts de *deepfake* et de désinformation.

2.1 Intelligence artificielle

L'intelligence artificielle (IA) résulte de la combinaison de deux termes à savoir intelligence et artificielle. Étymologiquement, le mot « intelligence » vient de la racine indo-européenne *leg-* qui signifie « cueillir », « choisir », « rassembler ». Cela donne en grec *λέγειν* (légein) et ses dérivés qui signifient « rassembler », puis par extension « dire », soit « rassembler les paroles »; et en latin *legere*, « cueillir, choisir, rassembler », « d'où « lire », autrement dit « assembler les lettres », selon Ganascia (2017 : 84). Cette origine souligne la dimension de collecte et d'« assemblage ou encore une banque d'information », une idée qui se prolonge aujourd'hui dans la conception technique de l'IA comme capacité à organiser, traiter et produire de l'information, précise Traoré (2024 : 23).

L'existence de l'IA date d'au moins sept décennies. À partir de 1950, le mathématicien et cryptologue britannique Alan Turing s'interroge sur la possibilité pour une machine d'imiter la conversation humaine, posant ainsi les bases du fameux « test de Turing ». Si, durant les premières décennies, les dispositifs restaient incapables de tromper un interlocuteur averti, la perspective d'une imitation crédible de l'intelligence humaine prit une dimension nouvelle en 1956, lorsque l'expression *artificial intelligence* fut introduite par John McCarthy, qui l'a définie comme « la science et l'ingénierie de la fabrication de machines intelligentes, en particulier de programmes informatiques intelligents ».

Ce tournant a eu lieu lors de la conférence organisée au Dartmouth College (Hanover, New Hampshire, États-Unis), réunissant plusieurs chercheurs, au cours de laquelle l'idée que l'ensemble des facultés cognitives humaines (raisonnement, calcul, perception, mémorisation, et même créativité scientifique ou artistique) pourrait être formalisé et reproduit au moyen d'un ordinateur. Sur le plan conceptuel, Devillers (1962), définit l'IA comme :

une discipline scientifique recherchant des méthodes de résolution de problème à forte complexité logique ou algorithmique. Par extension, dans le langage courant, [elle désigne] les dispositifs imitant ou remplaçant l'humain dans certaines mises en œuvre de ses fonctions cognitives (citée par Axel Cypel, 2020 : 15).

Cette discipline se décline en plusieurs branches, allant des systèmes experts à l'apprentissage automatique (*machine learning*), et plus récemment à l'IA générative (GAI). L'IA est qualifiée de « générative » lorsqu'« elle permet de générer de nouveaux contenus sous la forme de texte, d'image, de son, de vidéo ou de code » (Commission de l'Intelligence artificielle, mars 2024 : 18). Cette capacité marque une rupture majeure à plusieurs égards. Premièrement, son utilisation est accessible par le biais des interfaces de dialogue textuel ou vocal, donnant à l'utilisateur l'impression d'interagir avec un interlocuteur humain. Deuxièmement, la rapidité de production est inédite : quelques secondes suffisent pour obtenir un texte, une image ou une composition musicale, là où un travail humain équivalait exigerait plusieurs heures et jours. Troisièmement, la qualité de rendu atteint un niveau de réalisme suffisant pour être crédible, tant par la cohérence interne des contenus que par leur fluidité linguistique ou visuelle.

Ces avancées expliquent l'usage au quotidien de l'IA : déverrouillage biométrique des smartphones, traduction automatique, reconnaissance d'images, sous-titrage de vidéos, systèmes de recommandation, etc. Cependant, elles soulèvent des inquiétudes : « en tête de la liste des perturbations les plus probables figure l'incapacité des gens à distinguer le vrai du faux » (Rapport 2024, horizon du Canada). Parmi elles, figure aussi l'hypertrucage, encore appelé deepfake, défini comme une

technique exploitant l'IA pour produire des contenus audio ou vidéo d'un réalisme saisissant, mais entièrement falsifiés. Caldwell et al. (cités dans « Gouvernement du Canada », 2024) considèrent les *deepfakes* comme « la plus importante menace posée par l'usage de l'IA à des fins criminelles et terroristes ». De son côté, Europol (2022) alerte sur leur potentiel malveillant: manipulation de l'opinion publique, extorsion, fraude, exploitation sexuelle, ou encore harcèlement en ligne. Comme le précise un rapport de l'Université de Laval, « les hypertrucages [...] sont souvent utilisés pour réaliser des escroqueries [...] [ou] pour ternir l'image publique d'une personne » (2024 : 18).

Enfin, l'IA générative est de plus en plus utilisée parce qu'elle offre des interfaces conviviales, à des coûts réduits, voire gratuits. Selon BPI France, le nombre d'utilisateurs réguliers de technologies liées à l'IA pourrait atteindre un demi-milliard d'ici 2027, confirmant ainsi que l'IA et plus particulièrement ses applications génératives est appelée à remodeler profondément l'espace informationnel et les pratiques de communication.

2.2 *Deepfake*

Le mot *deepfake* est utilisé pour la première fois en 2017 sur le forum « Reddit » comme le nom d'un utilisateur avant de devenir le nom de toute une communauté qui s'échange des vidéos truquées. *Deepfake* est un mot valise composé de *deep learning* et de *fake*. Il désigne des fausses vidéos générées sur la base d'un apprentissage profond. Il s'agit des réseaux antagonistes génératifs (*Generative Adversarial Networks*, GANs) ou des autoencodeurs, c'est-à-dire le *deep learning*, qui est la technologie à la base de l'intelligence artificielle. Techniquement, cela consiste à entraîner la machine avec de vrais contenus (images, vidéos, enregistrements vocaux, sons) afin de générer de faux contenus. L'accès à des technologies sophistiquées de manipulation ne relève plus des seuls experts : il est désormais à la portée de tous. Chavalarias (2022 : 168), dans *Toxic Data*, avait relevé le fait que « les prouesses des IA sont encore plus troublantes dans le cas des vidéos dites *deepfakes* où l'on truque les mimiques d'une personne pour lui faire dire des choses inventées ».

Différents outils IA permettent de produire ces types de contenus. Certains sont accessibles au grand public via des applications mobiles comme Reface, FaceApp Synthesia ou Wombo AI, qui permettent de modifier des visages ou d'animer des images fixes. D'autres logiciels, plus sophistiqués, sont utilisés par des amateurs avertis ou des professionnels, à l'image de DeepFaceLab ou FaceSwap, qui offrent un contrôle avancé sur la substitution de visages. Dans le domaine de la voix, des solutions comme Descript (Overdub), Respeecher ou ElevenLabs permettent de cloner des voix avec une grande précision à partir d'échantillons audio. Les grandes entreprises du numérique proposent également des outils génératifs de haute qualité. C'est le cas de Veo 3, la technologie développée par Google DeepMind, capable de produire des vidéos réalistes à partir de simples descriptions textuelles (*text-to-video*). Bien que conçu pour la création artistique et audiovisuelle, cet outil a été détourné pour la production de *deepfakes*.

2.3 Désinformation

La désinformation est un phénomène mondial n'épargnant aucun pays, même les grandes puissances, et touchant tous les secteurs d'activités. Elle ne date pas d'aujourd'hui. Selon Diakhaté *et al.*,

depuis les temps les plus immémoriaux, l'histoire de l'humanité a été accompagnée de processus de désinformation plus ou moins complexes, élaborés ou efficaces. Les récits mythologiques, comme ceux bibliques, sont ainsi remplis d'épisodes où la manipulation des individus permet d'arriver à ses fins ou d'assurer victoires, conquêtes et réussites. (2024: 2)

La commission européenne définit la désinformation comme étant la création ou la diffusion intentionnelle de contenus faux ou trompeurs dans l'intention de nuire ou tromper l'opinion publique ou à des fins politiques, idéologiques ou économiques. Pour Wardle et Derakhshan dans leur rapport pour le conseil de l'Europe (2017 : 20), la désinformation se distingue par son intentionnalité, c'est-à-dire que l'acte est planifié pour induire le public en erreur ou influencer ses attitudes, prises de position, ses perceptions ou ses comportements.

La désinformation peut être ainsi définie comme « la création, la présentation et la diffusion délibérées de contenus faux ou trompeurs dans l'intention de causer un préjudice public ou de réaliser un gain politique, idéologique ou économique » (European Commission, 2018 : 10-11). En effet, la désinformation est une pratique de communication stratégique s'inscrivant dans ce qui est qualifié par Jowett et O'Donnell (2015), de « propagande noire » ; autrement dit, une information fabriquée, attribuée à une source supposée crédible dans le but de masquer son origine et ses objectifs réels.

La désinformation englobe à la fois les notions de mésinformation et de malinformation. La mésinformation, explique Fallis (2015 : 402), est la diffusion d'informations fausses sans l'intention de nuire ou tromper. Elle est la résultante d'erreurs factuelles, de rumeurs non vérifiées ou de la mauvaise interprétation de données. Quant à la malinformation, elle est définie par Wardle et Derakhshan (2017 : 4) comme étant la diffusion d'une information vraie mais sortie de son contexte ou manipulée dans le but de nuire ou de tromper. Ils ajoutent également que la malinformation peut être « une information fondée sur la réalité, utilisée pour nuire à une personne, une organisation ou un pays » (*Ibid.* : 5).

3. Analyse du corpus

Dans cette dernière partie, il sera question d'analyser le corpus, la démarche de Fasocheck pour déconstruire les contenus générés par IA et l'analyse du contexte de production de ses contenus de désinformation générés par IA.

3.1 Analyse de la méthodologie de Fasocheck

Pour la rédaction de ces articles Fasocheck a suivi cinq étapes de vérification. Premièrement, le journaliste identifie le sujet en évaluant la pertinence, l'intérêt général, la viralité et la factualité. Deuxièmement, il contacte l'auteur pour obtenir des informations, notamment les preuves de son affirmation ou la source de son information. Troisièmement, il effectue des recherches. Quatrièmement, il évalue et examine les preuves collectées et, cinquièmement, il tire une conclusion.

Une analyse de contenu de notre corpus et de la démarche de Fasocheck a permis d'identifier des stratégies discursives utilisées pour déconstruire par le biais du *fact-checking* les faux contenus. Fasocheck pour ses vérifications s'appuie sur une chaîne de preuves vérifiables et sur la traçabilité de ses sources consultées. Dans l'article sur le décryptage des vidéos *deepfakes* des afro-américains soutenant la transition burkinabè, premier contenu de désinformation générée par l'IA au Burkina Faso, Fasocheck a fondé sa vérification sur une approche didactique de l'esprit critique à travers une « mise en méthode » dont l'objectif est de faire de la vérification un savoir public⁷ ; ce que Patrick Charaudeau (1997) considère comme étant une compétence de « réception » favorisée par le dispositif médiatique.

Ici, Fasocheck procède par la présentation des preuves, notamment la description des indices visuels et sonores, en attirant l'attention sur des détails (lèvres, pupilles, contours, voix synthétique), le canal de diffusion des contenus (groupes WhatsApp, Facebook), l'identification de l'outillage de production (Synthesia, avatars payants), etc.

Comment détecter les vidéos faites avec IA ? Il n'existe pas encore de logiciel grand public pour débusquer les vidéos *deepfake*. La technologie utilisée pour le montage de ces vidéos laisse cependant des incohérences audio-visuelles observables à certains niveaux, notamment sur les mouvements des lèvres, les pupilles des yeux, et les contours des visages et la voix qui est généralement robotisée. (Fasocheck : 2023).

De façon plus concrète, dans l'article démentant la chanson dont la paternité a été attribuée à Gims, l'auteur de l'article a vérifié la présence de la chanson sur les plateformes officielles de musique et les comptes officiels de l'artiste. Il a ensuite remonté à l'*uploader* originel (compte Youtube « Rass_noir »), documenté l'antériorité des publications et mesuré la viralité (likes/partages).

Ainsi, pour vérifier cette information, Fasocheck a effectué une recherche sur les comptes officiels YouTube, Instagram, Facebook, X (ex-Twitter) et de LDVM de Gims. Le résultat est qu'aucun de ces comptes ne mentionne un

titre de l'artiste en hommage au président de la Transition burkinabè.

Cependant, Fasocheck a trouvé la vidéo originale intitulée « le capitaine Ibrahim Traoré », mise en ligne le 22 mars 2024 sur le compte Youtube « Rass_noir ». Ce compte, créé le 2 mars 2024, totalise 157 abonnés à la date du 26 mars 2024. Le même compte existe sur TikTok. Nommé « Rass_noir3 », il est suivi par plus de 7 000 abonnés. On y retrouve notamment la vidéo en question ainsi que d'autres chansons aux rythmes variés, mais dont les textes se ressemblent. À la date du 26 mars 2024, la vidéo sur TikTok a accumulé plus de 130 000 likes, 357 commentaires et a été partagée 1532 fois. Le compte se décrit comme un « Art... CRÉATEUR » et publie régulièrement des vidéos en hommage au capitaine Ibrahim Traoré avec des illustrations générées par l'intelligence artificielle.

La structure argumentative (examen des preuves publiques (comptes certifiés), identification de l'origine de la publication, le verdict « Faux ») correspondent à ce qui peut être appelé le logos de la preuve cumulative où la vérification s'adosse aux affordances des plateformes (recherches sur YouTube, Tik-Tok, Instagram, X) et à la logique des traces numériques.

On retrouve la même méthodologie dans l'article concernant la prétendue bagarre entre le président sénégalais Diomaye Faye et son prédécesseur Macky Sall, utilisée par Fasocheck dans sa recherche de preuves auprès de sources institutionnelles telles que le ministère de la Communication sénégalaise. L'utilisation d'OSINT pour regrouper les preuves a permis de relever les incohérences (vitesse gestuelle « anormalement rapide » signalant l'animation d'une image fixe). C'est exactement ce qu'Amossy (2000) décrit comme un travail sur la doxa et les topoï partagés pour construire l'évidence argumentative. De ce point de vue, l'argumentation de Fasocheck active trois ressources : la doxa (ce que « tout le monde » sait des comptes officiels, des dates, des lieux), les topoï techniques (reverse image, outils de détection) et l'ethos de compétence. Elle montre aussi, par contraste, comment les intox mobilisent un pathos de fierté nationale, de panafricanisme pour détourner l'attention de la vérification. Une des stratégies classiques des propagandes

consistent à produire des « filtres » de réception où la cohérence idéologique prime sur la factualité (Herman & Chomsky, 1988).

Ainsi, l'argument central est ici une « mise en cohérence » temporelle et contextuelle. Macky Sall n'était pas à Abuja et la source officielle, le ministère de la Communication le confirme. Ce qui invalide le récit viral. Contacté par Fasocheck, le ministère sénégalais de la Communication a démenti la vidéo. Il a déclaré qu'il s'agit d'une photo statique prise le 28 mars 2024, lors d'une audience entre le président sortant Macky Sall et le président entrant Bassirou Diomaye Faye, à l'intérieur du palais présidentiel sénégalais, animée par l'intelligence artificielle. De plus, « Macky Sall n'était pas présent au sommet de la CEDEAO, tout comme le Premier ministre Ousmane Sonko. Le Premier ministre et le Président ne peuvent pas aller tous les deux au même sommet. Le Premier ministre était à Dakar », a précisé l'institution.

Dans l'article sur « Glenn Morrison », Fasocheck, en plus de montrer que cette chanson n'existe pas sur les plateformes officielles et les comptes de l'artiste, ajoute une pièce technique : l'usage d'un outil de détection (TrueMedia.org) qui démontre une probabilité très élevée d'IA-génération. La matérialité numérique (métadonnées, plateformes, outils d'inspection) devient une ressource de vérification. « Une analyse numérique de la chanson à l'aide de TrueMedia.org, un outil en ligne capable de détecter les contenus générés par l'intelligence artificielle, indique que le morceau a été généré ou altéré avec l'IA à hauteur de 99% ». (Fasocheck : 2024)

Ces contenus IA relèvent d'une « manipulation par programmation ». L'objectif est de susciter l'acceptation du régime de la transition et également l'adhésion affective. Fasocheck, au lieu de frontalement moraliser, montre et partage des techniques de vérification en exposant la démarche suscitant l'esprit critique chez les récepteurs et leur apprend la méthode de vérification pour qu'ils puissent la pratiquer. *L'ethos* du média se joue alors dans cette capacité à réinscrire le lecteur dans un contrat de lecture critique.

En somme, la force persuasive de Fasocheck tient à l'articulation entre le *logos* (preuves traçables), l'*ethos* (transparence procédurale) et le *pathos* (pédagogie de la

vigilance). Fasocheck mobilise des procédés qui apparaissent évidents et incontestables aux yeux du public, parce qu'ils reposent sur une démarche méthodologique. Des procédés considérés comme fiables et légitimes pour établir la vérité dans le champ journalistique et numérique. Il ne crée pas *ex nihilo* ses critères de véridiction ; il s'appuie sur ceux édités par l'International Fact-Checking Network (IFCN), à savoir les principes d'impartialité politique et d'équité, les normes et la transparence des sources, les normes et la transparence de la méthodologie et une politique de corrections ouverte et honnête.

Lorsqu'un *fact-checker* utilise la recherche inversée d'image, il émet l'hypothèse que les images circulant sur les réseaux sociaux peuvent être retracées et authentifiées. Lorsqu'il fait appel à une source officielle, il mobilise la croyance commune selon laquelle une institution reconnue est plus crédible qu'un post anonyme sur Facebook. Lorsqu'il procède au recoupement d'informations, il active l'idée que plus une information est confirmée par plusieurs sources fiables, plus elle est vraie. De ce fait, il effectue une démonstration rationnelle.

3.2 Contexte de production de la désinformation générée par IA

Les contenus de désinformation générés par l'intelligence artificielle au Burkina Faso ont émergé après le coup d'État du 30 septembre 2022, qui a porté le capitaine Ibrahim Traoré au pouvoir à travers le MPSR 2. Cet événement a constitué un tournant décisif dans la production d'informations. Alors que le pays n'avait jusque-là pas été exposé à des contenus fabriqués de type *deepfake*, une prolifération de vidéos et de chansons prétendument produites par des célébrités ou des figures étrangères a envahi l'espace numérique. Ces productions, qui attribuent un soutien international et panafricaniste au capitaine Traoré, s'inscrivent dans une logique de légitimation du pouvoir militaire en quête de reconnaissance, tant sur la scène nationale qu'internationale.

Le discours n'est jamais neutre, mais il relève de l'« inscription d'un discours dans une interaction où l'on cherche « à influencer les façons de penser de l'autre et d'orienter les modalités du comportement soit de son interlocuteur immédiat » (Amossy,

2000 : 204). Les contenus fabriqués illustrent cette dynamique en s'appuyant sur les biais cognitifs : ils ne se contentent pas de diffuser une information, mais de manipuler l'opinion publique par la mise en avant des célébrités ou l'imaginaire panafricaniste. L'effet recherché est d'ancrer l'adhésion du public et de susciter l'acceptation du capitaine Traoré, en transformant le faux en vrai. À ce propos, Charaudeau (2005) rappelle que tout discours médiatique se déploie dans une « mise en scène de la crédibilité » où s'articulent éthos, logos et pathos. Dans le cas burkinabè, le logos est détourné par la matérialité numérique des vidéos qui simulent des preuves visuelles ; l'éthos s'appuie sur la crédibilité prêtée aux figures publiques invoquées (artistes internationaux, leaders politiques supposés) ; enfin, le pathos est activé à travers l'émotion collective suscitée par des discours de soutien en faveur de la souveraineté et contre l'impérialisme.

Ce mécanisme de persuasion rejoint la critique de Chomsky (1988) sur la « fabrication du consentement ». Dans un contexte de transition politique, les *deepfakes* deviennent des instruments de propagande cherchant à orienter la perception publique et à réduire l'espace du doute critique. L'environnement post-putsch, caractérisé par une défiance vis-à-vis de l'Occident, en particulier de la France, fournit un terrain fertile à cette manipulation. Comme l'on montré Wardle et Derakhshan (2017), la désinformation prospère dans des contextes d'incertitude politique et de polarisation sociale, conditions précisément réunies au Burkina Faso. Elle use des outils pour influencer les masses et structurer les émotions collectives, amplifie les contenus toxiques tout en maximisant l'engagement, submerge les utilisateurs de contenus négatifs, participant ainsi à une « polarisation de l'opinion » et à une concentration du pouvoir social entre leurs mains. L'ère numérique, souligne Da Empoli (2019) donne naissance à un « Carnaval populiste » orchestré par des *spin doctors*, idéologues et experts en *Big Data*, qui instrumentalisent la rage collective à des fins politiques.

Les analyses de Chavalarias (2022) sur les *Toxic Data* et de Da Empoli (2019) permettent également de situer ces pratiques dans un cadre global. Elles aident à mieux cerner le phénomène des *deepfakes* burkinabè post-coup d'État de 2022. Ils ne constituent pas de simples canulars isolés, de contenus manipulés ou

fabriqués, mais ils s'inscrivent dans une stratégie de captation émotionnelle où le soutien prétendument exprimé par des célébrités étrangères devient un vecteur de légitimation symbolique pour le nouveau régime. Cette manipulation s'appuie sur la frustration populaire, l'impérialisme latent et le besoin d'affirmation politique. La frustration s'explique particulièrement par l'insécurité persistante liée au terrorisme, la précarité économique, le chômage des jeunes, la coopération internationale jugée infructueuse et les croyances à des ingérences extérieures dans les affaires sécuritaires, politiques et gouvernementales. En conjuguant des figures identifiées (artistes, figures internationales) à un imaginaire panafricaniste, ces contenus construisent une illusion de légitimité internationale, amplifiée par l'apparence technique offerte par l'IA.

Le recours à l'intelligence artificielle sert précisément à donner à cette stratégie un réalisme trompeur : les *deepfakes* créent un effet de « vraisemblance algorithmique », là où la manipulation serait trop évidente. Cela correspond à la logique décrite par Da Empoli autour du rôle des algorithmes dans le populisme, car ceux-ci ne respectent aucune forme d'intermédiation citoyenne, se contentant de maximiser l'exposition des messages les plus polarisants. Les *deepfakes* visent à exploiter le mécontentement, la perte de confiance des burkinabè envers les occidentaux, les institutions étatiques et les gouvernements antérieurs pour imposer une narration favorable, brouillée par la nature technique de la falsification. Dans ce scénario, l'IA est un outil de propagande numérique dont l'efficacité repose sur l'exploitation algorithmique de tableaux émotionnels et cognitifs déjà préexistants au sein de la population. Les *deepfakes* burkinabè relèvent de cette logique : ils mettent en récit une opposition binaire entre un peuple « libéré » et un « ennemi extérieur » (l'Occident, notamment la France), en s'appuyant sur l'imaginaire panafricaniste.

La désinformation est une arme stratégique dans les rapports de force internationaux. Les contenus de désinformation générée par IA s'inscrivent précisément dans ce registre en construisant un discours d'émancipation contre l'ancienne puissance coloniale. Ainsi, l'émergence de *fake news* générées par

IA au Burkina Faso après le coup d'État de 2022 ne saurait être réduite à un simple phénomène technique. Elle relève d'un processus de construction discursive où l'intelligence artificielle devient un outil de persuasion et de manipulation des affects et des imaginaires collectifs pour façonner l'opinion publique et légitimer un pouvoir en quête de reconnaissance.

Le recours à ces outils n'est pas neutre : il s'inscrit dans ce que Da Empoli (2019) appelle « l'ingénierie du chaos », c'est-à-dire l'utilisation des technologies numériques pour fabriquer des récits simplificateurs, émotionnels et polarisants.

Conclusion

L'analyse de la désinformation générée par IA permet de percevoir une mutation profonde des modalités de production et de circulation de l'information dans un contexte de vulnérabilité sociopolitique. Après le coup d'État du 30 septembre 2022, plusieurs contenus manipulés ou fabriqués, particulièrement les *deepfakes* ont émergé comme de nouveaux instruments visant à polariser l'opinion publique, à légitimer le pouvoir militaire à travers le façonnement d'un imaginaire politique autour d'un soutien panafricaniste international et de personnalités publiques, à savoir des artistes qui chantent les louanges du président de la Transition et de sa politique. Ces contenus ne se limitent pas à de simples manipulations ponctuelles : ils s'inscrivent dans une stratégie de persuasion fondée en suscitant l'émotion et l'adhésion affective à travers des contenus super réalistes, et en mobilisant des figures d'autorité symboliques.

L'analyse des éléments composant le corpus, a permis d'observer que Fasocheck, première structure de *fact-checking* au Burkina Faso, pour déconstruire ces narrations, adopte une démarche rigoureuse et n'effectue pas un *fact-checking* partisan mais plutôt basé sur la transparence, l'impartialité et l'équité. Loin de se contenter d'une réfutation factuelle, il explique leur démarche en ayant recours aux outils de vérification disponibles (Google reverse image, recoupement avec des sources officielles à institutionnelles, voire étatiques et des experts, des logiciels de détection de *deepfakes*) afin de restituer les faits avec des éléments factuels et vérifiables. Cette pratique renforce l'*ethos*

journalistique de Fasocheck comme garant de fiabilité dans un univers médiatique saturé par la manipulation.

La désinformation par IA rompt ce contrat implicite en substituant au pacte de vérité une mise en scène persuasive fondée sur l'illusion. En réponse, le *fact-checking* restaure ce contrat en rappelant les normes partagées de véracité et de responsabilité sociale. De même, la critique de Chomsky (1988) sur la fabrication du consentement s'avère pertinente pour comprendre comment ces contenus tentent de manipuler l'opinion publique burkinabè et internationale, en naturalisant une représentation favorable du pouvoir en place.

Ce phénomène s'inscrit dans un mouvement global. Les systèmes de recommandation n'agissent pas comme de simples outils neutres : ils orientent et polarisent les esprits, donnant un avantage aux discours les plus toxiques pour paraphraser Chavalarias (2022) Da Empoli (2019), pour sa part, insiste sur le fait que les nouveaux stratégies politiques n'émergent plus par construction d'un projet collectif, mais par captation de l'attention. Le cas burkinabè illustre ainsi la manière dont les technologies de l'IA, combinées aux récits populistes et aux tensions postcoloniales, alimentent un régime discursif où l'émotion prime sur la véracité, et où la technique donne corps à des illusions de légitimité.

En définitive, la désinformation par IA au Burkina Faso révèle une tension entre deux forces : d'une part, des stratégies manipulatoires qui exploitent la fragilité contextuelle, d'autre part, la pratique du *fact-checking*, qui réaffirme l'importance de la vérification et du discernement critique. Il s'agit d'abord d'une guerre de l'information. Ces contenus ne visent pas uniquement à légitimer le pouvoir actuel, mais aussi à entrer en conflit contre ceux qui le délégitiment.

Ainsi, le Burkina Faso n'est pas un cas isolé. L'IA a bouleversé l'ordre médiatique mondial en mettant à rude épreuve la pratique du journalisme. L'Afrique, en raison de la fragilité de ses institutions, constitue un terreau fertile de la désinformation. La question qui se pose désormais est celle de la régulation et de l'éducation au média et à l'information face à la montée de l'IA.

Bibliographie

▪ Ouvrages

- AMOSSY, Ruth (2000). *L'argumentation dans le discours*. Paris : éditions Armand Colin.
- BAUD, Jacques (2020). *Gouverner par les Fake news, Conflits internationaux*, éditions Max Milo.
- CHARAUDEAU, Patrick (1997). *Le discours d'information médiatique*. Paris : Nathan
- CHAVALARIAS, David (2022). *Toxic Data, Comment les réseaux manipulent nos opinions*. Paris : Éditions Flammarion.
- COMMISSION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (mars 2024) *IA : notre ambition pour la France*. Paris : Édition Emmanuel Proust.
- CYPEL, Axel (2020). *Au cœur de l'Intelligences Artificielle : des algorithmes à l'IA forte*. Paris/Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur.
- DA EMPOLI, Giuliano (2019). *Les ingénieurs du chaos*. Paris : Éditions JC Lattès.
- DEVILLERS, Laurence (2017). *Des robots et des Hommes*. Paris : Éditions Plon.
- EUROPEAN COMMISSION (2018). *A multi-dimensional approach to disinformation Report of the independent High level Group on fake news and online disinformation*. Brussels: Communications Networks, Content and Technology.
- EUROPEAN UNION (2022). *Terrorism Situation and Trend Report 2022*. La Haye: Europol edition.
- FRERE, Marie-Soleil (1998). *Médias et idéologies en Afrique francophone, Civilisations*. Bruxelles : Éditions Institut de Sociologie de l'Université de Bruxelles.
- GANASCIA, Jean-Gabriel (2017). *Intelligence artificielle vers une domination programmée ?* Paris : Éditions Le Cavalier Bleu.
- HERMAN Edward S. & NOAM Chomsky (1998). *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*. Paris : Éditions du Panthéon.
- JOWETT, Garth S. et O'DONNELL, Victoria (2015). *Propaganda and Persuasion* (sixth edition). Los Angeles/London/New Delhi/Singapore/Washington DC: SAGE Publications, Inc.
- HORIZON DE POLITIQUES CANADA (Rapport 2024). « Perturbations à l'horizon ». <<https://horizons.service.canada.ca>>.
- CHAIRE DE LEADERSHIP EN ENSEIGNEMENT & OBVIA (2024). *Désinformation amplifiée par l'IA*. Laval : éditions Université de Laval.
- WARDLE, Claire & DERAKHSHAN, Hossein. (2017). *Information Disorder: Toward an Interdisciplinary Framework*. Strasbourg: Éditions Council of Europe.

WORLD ECONOMIC FORUM (Report 2025). *The Global Risks*. Geneva: World Economic Forum Editions.

▪ **Articles scientifiques**

DIAKHATE, Djbril, LE BRAS Stéphane & KOVACS Susan [(dir.) (2023)]. Introduction. *La désinformation, hier et aujourd'hui, une approche interdisciplinaire*. In *Balisages. La revue de recherche de l'Enssib*, n°7. <<https://doi.org/10.35562/balisages.954>>.

FALLIS, Don (2015). What is disinformation? In Ken Herold (ed.), *Exploring Philosophies of Information* (pp. 401-426), University of Illinois, *Library Trends*, vol. 63, n°3.

YAMEOGO, Lassané (2021). *Les précurseurs de la presse écrite voltaïque (1947-1974) : itinéraires, rôles et trajectoires professionnelles*. In *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, n° 1, 81-97.

▪ **Thèse**

PARÉ, Biendjeba Ousmane (2023). « Pragmatique du discours politique au Burkina Faso : de la Révolution démocratique et populaire aux régimes d'État de droit », Thèse de doctorat en Sciences du langage (Spécialité : Sémiotique discursive), sous la direction du Pr Joseph Paré, Ouagadougou, Université Joseph Ki-Zerbo.

▪ **Mémoire**

TRAORE Simplicie, (2024) « Sémiotique et intelligence artificielle (IA) : approche sémio-Computationnelle du programme d'intelligence artificielle Chatgpt », mémoire de master en Sciences du langage, Spécialité ; Sémiotique et stratégie, Ouagadougou, Université Joseph Ki-Zerbo.

▪ **Webographie**

BF1 TV : <https://www.youtube.com/watch?v=CP1IammWd_s> [Consulté le 5 août 2025].

CSC : <<https://csc.bf/index.php/actualite/211-etat-du-fonctionnement-des-medias-en-2024-le-csc-fait-le-point>> [consulté le 30 juillet 2025].

FRÉDÉRIC, Roussel (2005). <https://www.liberation.fr/evenement/2005/08/20/c-est-la-perte-du-monopole-des-journalistes-sur-l-information_529788/> [consulté le 30 juillet 2025].

FASOCHECK : <<https://cehum.elach.uminho.pt/myriades/static/volumes/3-7.pdf>> [consulté le 1 juillet 2025].

Fasoccheck : <<https://fasoccheck.org/fact-checking/decryptage-ces-fausses-videos-generees-par-lintelligence-artificielle/>> [Consulté le 1 juillet 2025].

- FASOCHECK : <<https://fasocheck.org/fact-checking/faux-diomaye-faye-et-macky-sall-ne-se-sont-pas-battus-au-sommet-de-la-cedeao/>> [consulté le 1 juillet 2025].
- Fasocheck : <<https://fasocheck.org/fact-checking/faux-gims-na-pas-dediee-une-chanson-au-president-de-la-transition-burkinabe/>> [Consulté le 1 juillet 2025].
- Fasocheck : <<https://fasocheck.org/fact-checking/glenn-morrison-na-pas-dedie-une-chanson-au-burkina-faso-et-au-president-traore/>> [Consulté le 1 juillet 2025].
- LeFaso.net : <<https://web.archive.org/web/20230526114340/>>. <https://lefaso.net/spip.php?page=web-tv-video&id_article=81787&rubrique4> [consulté le 5 août 2025].
- NZESSÉ, Ladislav et NGUEMO TSAGHO, Carelle. *Les voies du logos dans les discours du Président Biya à la jeunesse camerounaise*. <<https://cehum.elach.uminho.pt/myriades/static/volumes/3-7.pdf>> [consulté le 10 août 2025].
- Rapport DataReportal (2025). <<https://datareportal.com/reports/digital-2025-burkina-faso>> [consulté le 1^{er} août 2025].



Revue Africaine de Communication

La **Revue Africaine de Communication (RAC)**, qui s'adresse, entre autres, aux chercheurs, enseignants-chercheurs, docteurs et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, l'analyse du discours, le management, le marketing et la culture dans sa diversité. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie Varia, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication, en particulier, le progrès scientifique, en général, est évident.

Ce numéro spécial de la **Revue Africaine de Communication** se donne, entre autres, pour objectifs de s'interroger sur l'apport spécifique des médias, en tant que fabriques d'opinions, dans le processus global et historique des grandes et multiples transformations enregistrées en Afrique, mais aussi sur les stratégies adaptatives enregistrées dans le continent durant les cycles de crises.

